

*SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE et du GENES  
CGT, CGT-FO, SUD, FSU*

---

**Mardi 10 septembre : toutes et tous en grève  
pour défendre nos retraites !**

**Le Premier ministre vient d'annoncer les grandes orientations de la future réforme des retraites, qui se situe dans la continuité des précédentes en privilégiant la poursuite jusqu'en 2020 de l'allongement de la durée de cotisation prévue par la loi Fillon, et en prolongeant ces dispositions après 2020 (augmentation progressive du nombre d'annuités jusqu'à 2035, à raison d'un trimestre tous les trois ans).**

Concrètement, il serait ainsi demandé 43 annuités aux jeunes nés à partir de 1973 alors même qu'on sait qu'ils rentrent de plus en plus tard dans le monde du travail. Cela signifie qu'ils verront leurs pensions baisser avec l'application de la décote (5 % par annuité manquante, 25 % au maximum) ou seront contraints d'attendre les 67 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Ces dispositions sont donc orientées contre la jeunesse et une fois encore, les salarié-e-s les moins bien payé-e-s et celles et ceux qui ont des carrières incomplètes (notamment les femmes) seront les plus touché-e-s par les méfaits de la réforme.

**Certaines dispositions** annoncées par le Premier ministre pour tenter de « rassurer » les salarié-e-s **pourraient apparaître favorables, notamment au sujet de la pénibilité, des femmes et de la prise en compte des années d'études. Mais elles ne compensent pas les méfaits des réformes précédentes et les conséquences d'un nouvel allongement de la durée de cotisation, et n'auraient au final qu'une portée très limitée sur les salarié-e-s concernés.** Exemple : une carrière complète de travail pénible conduirait à un départ à 60 ans, sous certaines conditions restrictives

Après le gel annoncé du point d'indice des fonctionnaires pour la 4ème année consécutive (voire une 5ème...), après la diminution d'au moins 50 % des mesures catégorielles (avancements, promotions, primes), après la mise en place de la MAP qui reconduit les baisses d'effectifs, des budgets de fonctionnement et d'action sociale dans les administrations (et notamment les nôtres), ce sont une fois de plus les salarié-e-s et retraité-e-s qui sont sacrifiés sur l'autel de la rigueur.

**Enfermé dans le dogme dans la baisse du « coût du travail », le Premier ministre annonce par ailleurs une prochaine réforme de la branche famille de la Sécurité sociale destinée à transférer son financement sur les ménages.**

**Globalement, les annonces faites par le gouvernement sont donc inacceptables** et vont, une fois de plus, satisfaire les marchés financiers au détriment des salarié-e-s et des retraité-e-s.

Comme à chaque fois, les « experts » mis à contribution pour tenter de crédibiliser la logique impérieuse de ces reculs ne prennent pas en compte les données essentielles. **Jamais ces rapports ne mettent en cause le partage de plus en plus inégalitaire des richesses produites (en 25 ans, cinq points de PIB sont passés de la rémunération du travail – salaires et cotisations sociales – à la rémunération du capital – dividendes et rente des actionnaires).** Jamais ces rapports n'expliquent que les « déficits sociaux » résultent pour l'essentiel d'une base de cotisation de plus en plus restreinte (masse salariale globale réduite par ce partage de plus en plus inégalitaire, chômage de masse maintenu, fraudes à la Sécurité sociale par le travail au noir des entreprises, exonérations de cotisations sociales sans contreparties, etc).

L'espérance de vie en bonne santé diminue et se situe autour de 62 ans pour les hommes et 63 ans pour les femmes, le taux de chômage approche les 10 % et le taux d'emploi des seniors en France est celui qui a subi la plus forte baisse en Europe.

On peut donc légitimement se demander si les salariés arriveront à travailler plus longtemps, tant en terme de maintien dans l'emploi, qu'en terme de santé au travail...

**Ce que nous n'avons pas accepté en 2010, ne l'acceptons pas en 2013 !**

**C'est pour cela que nos syndicats appellent à la mobilisation dès le 10 septembre prochain, avec une grande journée de grève et de manifestations interprofessionnelles pour nos salaires, nos emplois et notre retraite.**

**Par la grève et dans la rue, exigeons :**

- **une réforme des retraites qui :**
  - **corrige les effets des réformes régressives passées,**
  - **assure pour toutes les générations, notamment les plus jeunes, un niveau de pension convenable dès 60 ans,**
  - **supprime les inégalités liées à la précarité des emplois et aux interruptions de carrières,**
  - **reconnaisse la pénibilité en permettant des départs anticipés avant 60 ans, avec une bonne pension.**
- **une autre répartition des richesses : il est inadmissible qu'une minorité croule sous l'opulence et le gâchis ostentatoire pendant que le plus grand nombre connaît les difficultés quotidiennes.**
- **une autre répartition du travail et du temps de travail : il est inadmissible que cinq millions de personnes soient au chômage quand d'autres croulent sous des charges et des conditions de travail trop lourdes, trop longues.**
- **l'arrêt des politiques d'austérité.**
- **une politique volontariste de créations d'emploi et d'augmentation des salaires qui élèverait ainsi la masse salariale et de fait la base de cotisations entraînant la réduction du déficit social.**

Paris, le 3 septembre 2013